

L'âge moderne et sa légitimité

Sur la controverse entre Hans Blumenberg et Carl Schmitt

Daniel SCHULZ

L'œuvre du théoricien politique Carl Schmitt est de mieux en mieux connue en France. La lecture de Hans Blumenberg et les lettres échangées entre les deux penseurs nous permettent de mieux saisir la stratégie conceptuelle de Schmitt qui consiste en une critique de la modernité au nom de la théologie politique.

Recensé : Hans Blumenberg, Carl Schmitt, *Briefwechsel*. Francfort sur Main, Suhrkamp 2007.

La Révolution française n'a pas seulement marqué l'aube de l'âge moderne, elle a aussi engendré un affrontement radical portant sur la légitimité de ce nouvel ordre. La question fondamentale de cette légitimité a servi de point de départ au philosophe allemand Hans Blumenberg pour l'intitulé de son livre *La Légitimité de l'âge moderne*. Alors que le nouvel imaginaire démocratique se fonde sur la valeur propre de l'ordre moderne et confère à l'immanence le caractère d'une assertion de soi, la critique de cet ordre est presque cooriginale de cette revendication. Les douleurs fantomatiques éprouvées par le conservatisme postrévolutionnaire trouvent en effet leur source dans le vide laissé par la religion et la transcendance dans la modernité. Dans cette perspective, la volonté moderne d'assertion de soi devient le signe d'une hybris positiviste, incapable de percevoir les limites qu'elle s'impose elle-même à travers le retour d'un absolu revêtant les habits de conceptions immanentes. À l'instant où elle tente d'échapper aux chaînes de la religion, la modernité s'emmêle de plus en plus dans un absolu qu'elle a engendré – qu'il s'agisse de la nation, du peuple, de l'État, de la société ou de l'humanité. Pour le généalogiste conservateur, l'origine

de cet absolu remonte à la révélation délaissée dont il fait dépendre, du même coup, la validité.

La théologie politique naît ainsi de l'esprit moderne. Elle apparaît avec la révolution française et s'épanouit au XIX^e siècle dans les écrits de Joseph de Maistre, Louis de Bonald et Donoso Cortez pour devenir le pôle opposé à l'autonomie politique et à sa forme institutionnelle, la démocratie.

Carl Schmitt ou la rethéologisation du politique

Carl Schmitt, dont les écrits sur le constitutionalisme, le parlementarisme et la représentation sont maintenant connus en France, perpétua, au XX^e siècle, cette théologie politique spécifiquement moderne. Derrière l'option superficielle d'un décisionisme immanent se cache, chez Schmitt, la conviction profonde de l'illégitimité de l'autonomie moderne – une illégitimité qu'il pense pouvoir appréhender avec le concept de sécularisation. Schmitt postule non seulement l'idée de la genèse religieuse de toutes les idées modernes d'ordre politique ; mais il affirme aussi que ce développement séculier entraîne inmanquablement une perte de substance et de validité. Aussi la modernité n'a-t-elle opéré que des remaniements et n'est-elle jamais parvenue à se détacher de la substance religieuse et des questions attachées à celle-ci.

La critique schmittienne du libéralisme représente surtout une critique du libéralisme français, associé, de façon constante, à des auteurs français comme Condorcet, Guizot ou Constant. Sa théorie antilibérale et décisionniste de la démocratie, nourrie par sa fixation souverainiste de l'unité politique développée dans sa *Théorie de la Constitution*, puise toutefois dans des sources françaises. La théorie rousseauiste de l'identité démocratique et le populisme de Napoléon III sont transformés par Schmitt en une souveraineté du peuple par acclamation, une démocratie autoritaire fondée sur l'homogénéité du corps du peuple. Sans craindre de paraître injuste, il semble possible de considérer la théologie politique de Carl Schmitt comme l'enfant illégitime du jacobinisme français et de l'étatisme autoritaire allemand.

Hans Blumenberg : contre l'absolutisme

La défense de la modernité par Hans Blumenberg reste aujourd'hui moins connue en France que sa critique par Carl Schmitt.¹ Son oeuvre philosophique peut être interprétée comme l'essai de reconstituer la justification de l'âge moderne et de le protéger contre le malentendu d'un immanentisme absolu. Blumenberg conteste l'idée centrale du théorème de sécularisation, qui affirme la continuité cachée d'une substance théologico-politique à l'âge post-religieux et qui déduit de cette constellation une prétention absolutiste de la raison. Pour Blumenberg, la modernité a précisément besoin de s'affranchir d'une telle pensée absolutiste ; la place d'une transcendance absolue libérée par la religion ne doit pas se trouver occupée par une quelconque immanence. La légitimité de l'âge moderne réside donc justement dans sa capacité à se soustraire à un absolutisme vécu – que ce soit un absolutisme de transcendance ou d'immanence – en s'ouvrant à des structures de légitimité polyvalentes. Outre la raison, Blumenberg attribue également au mythe cette faculté, car le besoin d'interprétation lui confère une force légitime qui crée du sens et le prémunit contre toutes exigences absolutistes. À travers cette mise en valeur des mythes et des métaphores à l'aide d'un argument anthropologique, Blumenberg se distingue d'une affirmation ininterrompue de la positivité scientifique. C'est par cet aspect qu'il s'approche le plus d'une pensée dite post-moderne : d'un côté, le moteur de la curiosité théorique arrache la modernité du contexte créateur de sens de la transcendance ; d'un autre côté, la modernité produit sans cesse de nouvelles images contre « l'absolutisme de la réalité ». La modernité ne peut donc plus reculer derrière la mise à distance métaphorique d'une mondialité vécue comme absolue. Elle a alors besoin de la forme culturelle du narratif. La capacité de la curiosité scientifique à détruire des mythes dépend ainsi étroitement de sa puissance à faire émerger elle-même des visions de sens.

La controverse Blumenberg-Schmitt

La Légitimité des temps modernes et la Théologie politique

Les quelques lettres échangées entre Schmitt et Blumenberg, et depuis peu publiées, illustrent ce conflit fondamental. Malgré un ton emprunt de courtoisie académique, cette correspondance, qui met en évidence les différences entre les deux penseurs, constitue la partie visible d'un échange accompli avant tout dans l'oeuvre. La *Théologie politique* forme le point du départ : ce texte publié une première fois en 1922 puis réédité en 1934 renferme la

¹ Sur Schmitt en français voir Sandrine Baume, *Carl Schmitt, penseur de l'État. Genèse d'une doctrine*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 2008, ainsi que Jean-François Kervégan, *L'État selon Carl Schmitt* (<http://www.laviedesidees.fr/L-Etat-selon-Carl-Schmitt.html>) ; pour Blumenberg, voir Jean-Claude Monod, *La querelle de la sécularisation de Hegel à Blumenberg*, Paris, Vrin, 2002 ; ainsi que *Hans Blumenberg*, Paris, Belin, 2007.

phrase centrale de la thèse de sécularisation : « Tous les concepts prégnants de la théorie moderne de l'État sont des concepts théologiques sécularisés » (Chap. 3). Ce passage exprime une dimension de la théorie politique de Schmitt qui n'apparaît ailleurs que de façon allusive : sa théorie de la décision radicale et sa critique du positivisme libéral-moderne reposent en fait sur une base de rethéologisation des concepts d'ordre politique.

Pour cette raison, Hans Blumenberg range Carl Schmitt dans sa liste des théorèmes de sécularisation dans son livre *La légitimité de l'âge moderne*. Pour lui, la thèse centrale de cette théorie réside dans l'affirmation d'une modernité fondée sur une expropriation illégitime de l'ordre religieux ancien. La théologie politique postule la métamorphose d'une substance religieuse immuable. D'après ses critiques, l'âge moderne méconnaît son propre fondement de validité : ce qu'il perçoit comme autonomie se révèle être la dépendance d'une transcendance indisponible. Blumenberg réfute cette thèse. Non seulement elle confond la genèse avec la validité, mais elle attribue aussi une fausse image de soi à la modernité. Alors que le théologien politique s'intéresse d'abord et toujours à démasquer la démesure moderne d'une autofondation impossible car conduisant à une régression infinie, le vrai défi de la modernité consiste plutôt dans une forme d'assertion de soi face à des absolutismes en perpétuel renouvellement. En même temps, Blumenberg se range du côté de la critique d'un malentendu du début de l'âge moderne, selon lequel un ordre rationnel au delà de l'hétéronomie religieuse se doit de posséder lui aussi le caractère d'une totalité fermée. Il incomberait à ce malentendu d'avoir exposé la modernité au danger d'une pensée totalitaire de l'immanence. Pour Blumenberg, un monde humain n'est possible qu'en conjurant toute forme d'absolutisme – y compris une immanence absolue.

Schmitt répond à cette critique dans la *Théologie politique II* parue en 1970 dont le sous-titre, *Une légende : La liquidation de toute théologie politique*, révèle la dimension programmatique. Dans le dernier chapitre, Schmitt reproche à l'auteur de *La légitimité de l'âge moderne* de poser comme absolu le non-absolutisme. Schmitt déclare : « L'autisme est immanent à l'argumentation. Son immanence, qui se dirige d'une façon polémique contre toute transcendance théologique, n'est rien d'autre qu'une autorisation de soi ». Blumenberg répond en 1974 à ce nouveau défi dans la réédition de *Sécularisation et assertion de soi* et se voit contraint de préciser sa position face à la critique. Il insiste sur sa conception de la raison comprise non comme un repère de salut mais plutôt comme un « principe de la raison suffisante ». Il s'agit pour lui d'une raison non-absolutiste, pragmatique et situationnelle.

L'assertion de soi moderne ne correspond donc ni à une justification absolue de soi, ni à une autorisation de soi. Il s'agit plutôt d'une réflexion procédurale satisfaisant des raisons valables tour à tour, un devoir de justification réflexif qui décharge l'ordre humain de ses exigences absolutistes traditionnelles.

La correspondance Blumenberg-Schmitt

La correspondance entre Blumenberg et Schmitt, qui commença en 1971 à l'initiative du premier et dura jusqu'en 1978, ne peut s'appréhender qu'à la lumière de ces textes. En plus des antagonismes théoriques, les biographies opposées de ces deux penseurs rendent cet échange d'autant plus surprenant : né en 1888 et juriste principal du régime nazi, Schmitt est mis au ban de la RFA malgré son influence intellectuelle considérable sur la théorie juridique contemporaine et s'enferme dans un « exil intérieur » ; de trente ans son cadet, Blumenberg a survécu par chance à la période nazie² et occupe, dans ces années, une chaire de philosophie à l'université de Münster. Tout au long de quinze lettres s'échafaude un dialogue autour du conflit fondamental pour les deux penseurs de la légitimité de l'âge moderne. Les positions contraires s'y expriment de façon plus virulentes encore que dans les textes présentés ci-dessus ; Schmitt en particulier revendique haut et fort sa position de critique religieux de la modernité. Se fondant sur une citation de Goethe (« *nemo contra deum nisi deus ipse* ») (« Personne ne peut résister à dieu si ce n'est dieu lui-même »), il met en évidence les horizons contraires de pensée qui le séparent de son interlocuteur. Pendant que Schmitt pose cette devise d'une façon inconditionnelle dans le contexte de la gnose chrétienne et confronte le dieu créateur au dieu de salut à venir, Blumenberg en propose une interprétation polythéiste qui témoigne de son effort de bannir l'exigence d'absolutisme immanente à la religion monothéiste par la fragmentation et la pluralisation des ressources de validité modernes. Ce n'est guère le sauveur à venir qu'annonce la devise de Goethe, mais le Prométhée de l'assertion humaine de soi face à la transcendance divine absolue et radicale.

Les nombreux compléments de cette édition des lettres entre Schmitt et Blumenberg, contenant des extraits de l'œuvre ainsi que des documents de la succession inédite de Blumenberg, explicitent d'autant mieux le conflit à propos des fondements de légitimité de la société moderne qui se cache derrière le cri de guerre de la « théologie politique ». Blumenberg écrit ainsi : « Une théologie politique dirigera toujours son regard sur la

² Le critique de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a fait remarquer avec justesse que Blumenberg fut rangé dans la catégorie « demi-juif » en vertu de ces mêmes lois célébrées par le membre de la NSDAP Schmitt comme « constitution de la liberté » (*Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* 07.10.2007, Nr. 40, p. 56).

possibilité de produire ou de reproduire ce qu'est désormais le thème central du religieux : l'absolu » (p. 169). Il concède à Schmitt que cette perspective de l'absolu forme l'illusion centrale de la modernité profondément inscrite dans la théorie politique de l'âge moderne : de Hobbes et Rousseau jusqu'à Marx, l'absolu a réalisé un carrière profane en tant que catégorie de l'ordre politique, héritage qui pèse sur la modernité jusqu'à aujourd'hui. Pourtant – et là réside également une des leçons de cette correspondance – il n'est guère possible de réduire la position de Schmitt à celle d'un observateur analytique et distancié. Lui-même se trouve emporté dans une confrontation véhémente que non seulement il décrit, mais dans laquelle il s'implique activement par son engagement pour une rethéologisation des concepts politiques. La lecture de Blumenberg nous permet donc de comprendre cette double stratégie conceptuelle et rhétorique de Schmitt.

Traduit de l'allemand par Lorraine Decléty

Texte paru dans laviedesidees.fr, le 23 octobre 2008

© laviedesidees.fr